

Le processus d'élaboration de normes par les organismes de normalisation nationaux, régionaux et internationaux est sensiblement différent de ce qu'il était autrefois. Ces organismes s'intéressent désormais davantage aux préoccupations spécifiques de l'industrie et du commerce. La participation du secteur privé est donc plus grande. Bon nombre de normes sont maintenant volontaires plutôt qu'obligatoires. Elles doivent être conformes aux normes internationales ou compatibles avec elles, et les éléments d'essai et de certification doivent être reconnus au plan international. Les organismes doivent être souples et répondre à l'évolution de la demande de normes sur le marché.

Dans la plupart des pays industrialisés, l'infrastructure nationale de normalisation est désormais intégrée au réseau de normalisation internationale. La tendance est de séparer les activités de normalisation des activités de réglementation, les premières étant laissées à l'initiative du secteur privé et les secondes à celle du secteur public. En général, les règlements relatifs à la sécurité, à la santé et à l'environnement sont édictés par les pouvoirs publics, même si les mesures spécifiques qui répondent aux objectifs des règlements publics sont souvent reprises dans des normes techniques élaborées par des organismes privés.

Les pays en développement sont de plus en plus nombreux à s'intégrer à ce système de normalisation. Mais un nombre considérable de pays à faible revenu et de pays en transition n'ont pas suivi la tendance. Dans les pays pauvres, les organismes de normalisation appartiennent généralement au secteur public, et le secteur privé n'y participe guère. Il est indispensable d'élargir la participation des pays en développement aux activités internationales de normalisation. Bien que de nombreuses initiatives aient été prises pour améliorer la situation, les faits tendent à montrer qu'elles n'ont pas encore abouti à une amélioration significative.

Dans le présent rapport, on a souligné le rôle essentiel que l'évaluation de la conformité joue dans les

très parallèle, même si l'on a aussi mis en évidence dans le présent rapport plusieurs questions qui pourraient se révéler épineuses pour la jurisprudence de l'OMC. Il s'agit, entre autres, de la maximisation du bien-être national par rapport au bien-être mondial, des préférences des consommateurs et des preuves scientifiques, du rôle des normes internationales, et de la manière de faire respecter les normes de procédé dans le système commercial multilatéral.

BIBLIOGRAPHIE

Abdel Motaal, D. (1999) 'Eco-Labeling and the World Trade Organization', dans Sampson, G. et Chambers, W. (Eds.) *Trade, Environment and the Millenium*, New York: UN Press.

Atkins (1998) 'Technical Barriers to Trade', *The Single Market Review*, Subseries III (1): "Dismantling of Barriers", OPEEC, Luxembourg et Londres: Kogan Page.

Baldwin R. (2000) 'Regulatory Protectionism, Developing Nations and Two-Tier World Trade System', *Centre for Economic Policy Research*, Discussion Paper Series 2574.

Banque mondiale (2005) *Impact des normes de sécurité sanitaires des produits alimentaires et agricoles sur les exportations des pays en développement*, Washington, D. C.: Banque mondiale.

- (2004) 'The ILAC Mutual Recognition Arrangement', Miméo, Rhodes, New South Wales (Australie):



Organisation internationale de normalisation (ISO) (1996) «Guide ISO/CEI 2: Normalisation et activités connexes – Vocabulaire général», 7^{ème}

— (1985) 'Consumer Behaviour and the safety Effect of Product Safety Regulation' *The Journal of Law and Economics* 27: 527-553.

Vogel, D. (1997) *Barriers or Benefits? Regulation in Transatlantic Trade*, Washington, D.C.: Brookings Institution Press.

Wilson, J. S. et Otsuki, T. (2004) 'Standard and Technical Regulations and Firms in Developing Countries: New Evidence from a World Bank Technical Barriers to Trade Survey', Washington, D.C.: Banque mondiale.

Wilson, J. S. (1995) *Standards and APEC: An Action Agenda*, Washington, D.C.: Institute for International Economics (IIE).

— (2000) 'US-Europe Negotiations on Mutual Recognition of Conformity Assessment', Miméo.

World Standard Services Network (WSSN) (2004) 'General information'. Peut être consulté en ligne à l'adresse suivante: http://www.wssn.net/WSSN/print/gen_inf.html#ca. (site consulté le 16/03/05)